



Déclaration liminaire CTSD du 1^{er} juillet 2021

Monsieur l'IA-Dasen,

Mesdames et Messieurs les membres de ce CTSD,

Dès la préparation de la rentrée 2021 en décembre dernier, l'UNSA Éducation a dénoncé le budget 2021 adopté et la **suppression de 1887 postes d'enseignants**, notamment dans le 2nd degré. Ce n'est pas le recours à la mise en responsabilité directe d'étudiants en alternance dans le 1^{er} comme dans le 2nd degré qui peut résoudre l'insuffisance des moyens. Le manque de places aux différents concours est criant. De plus, le déficit des postes de psychologues de l'Éducation nationale, de CPE, d'AED, d'AESH, de personnels de direction, de personnels administratifs et la diminution de places aux concours de recrutements contribuent à dégrader la qualité de l'encadrement et de l'accompagnement éducatif et pédagogique. Pour réussir à dépasser les conséquences de la crise sanitaire et garantir au Service public d'éducation les moyens d'agir, l'UNSA Éducation demande que des moyens budgétaires supplémentaires soient mobilisés. Il s'agit d'une obligation morale pour le Gouvernement et le Parlement.

D'autre part, l'UNSA Education veut pointer **l'écart important entre le discours public ambitieux et la réalité vécue par les personnels**. D'un côté, Monsieur le Ministre annonce une révolution quant à la personnalisation de la gestion de chaque agent pour une meilleure qualité de vie au travail et un système plus performant. De l'autre côté, on pressure en interne les différents échelons de notre Ministère pour une mise en œuvre immédiate, sans moyens supplémentaires et sans accompagnement des collectifs comme des individus en charge de mettre en œuvre cette évolution. La volonté du Ministre de moderniser le système, comme le dialogue social, selon sa propre feuille de route (dont lui seul possède la légende) se traduit dans les faits par un constat bien décevant. L'UNSA Education voit s'installer une RH plus opaque, plus virtuelle, plus anonyme et plus différée au regard de l'urgence des besoins. Jamais les personnels ne se sont sentis aussi peu informés, isolés face à la complexité de leur institution et par conséquent déconsidérés. À tous les niveaux et sur tous les territoires, malgré un engagement sans faille de tous et toutes pour un service public d'Éducation de qualité, les personnels exercent dans des conditions de plus en plus dégradées et notre institution s'en retrouve au bord de la rupture. Seul le sens du Service public des agents et agentes permet encore à la « maison » Education Nationale de tenir debout.

À l'échelle locale, nous revendiquons le **retour à un vrai dialogue social**. La loi Fonction Publique ne vous interdit pas, Monsieur l'IA-Dasen de mettre en place un réel dialogue avec les représentants des personnels. Outre l'absence de réponse à plusieurs de nos demandes d'audience depuis le début de l'année scolaire, l'absence d'échanges efficaces et rapides n'a pas participé à la sérénité des phases du mouvement intradépartemental pour nos collègues. C'est dans ce contexte que nous avons dû quotidiennement

alerter et alourdir la charge de travail des agents de la DIPER. En tant que représentants des personnels, nous sommes exigeants pour nos collègues et nous ne pouvons pas nous satisfaire du déroulé du mouvement 2021, de l'absence de calendrier et de son opacité. C'est pourquoi nous vous demandons ici de mettre en place, dès la rentrée de septembre, un groupe de travail permettant de faire le bilan de la phase de mutation intra-départementale.

D'autre part, les **instances de carte scolaire ne suivraient-elles pas le même chemin ?** En début d'année 2021, le groupe de travail « carte scolaire » avait conduit à des échanges intéressants entre Mme l'ADasen, Mesdames et Messieurs les IEN et les représentants des personnels avant le CTSD et le CDEN. Or cette méthodologie disparaît subitement en cette fin d'année, sous prétexte, semble-t-il, que des municipalités aient reçu des informations non-officielles concernant une éventuelle mesure de carte scolaire. Mais où réside le véritable problème ? Dans le fait que nous relayions simplement le nom des écoles pour lesquelles la situation est étudiée et où chacun peut apporter son regard et ses arguments ? Ou dans le fait que certaines équipes enseignantes et municipalités ne puissent découvrir qu'à travers les publications des corps intermédiaires que leur école est au cœur des discussions à l'Inspection Académique ? Si nous remercions Madame l'ADASEN pour l'écoute qu'elle a eu lors du groupe de travail du 15 juin dernier, nous ne pouvons que déplorer l'absence d'un réel dialogue. Avec cette nouvelle façon de procéder, comment défendre réellement et sereinement les différentes situations que nous font remonter collègues et municipalité ? Nul doute que vous allez nous répondre, Monsieur l'ADasen que ces décisions vont découler de cette instance officielle, c'était l'engagement de Mme l'A-DASEN. Mais alors comment expliquez-vous que plusieurs écoles soient déjà averties de la mesure à venir pour cette rentrée 2021 ? Il ne fait aucun doute que mairie et inspections sont déjà au courant des mesures à discuter et acter ensemble lors de ce CTSD. Pourquoi vouloir à tout prix éliminer ces échanges paritaires fructueux alors que leur qualité était reconnue par la grande majorité des intervenants il y a encore quelques mois ?

À l'Unsa Education, nous sommes progressistes et démocrates, nous croyons sincèrement en la nécessité d'un dialogue social de qualité. Nous voulions, par cette déclaration préalable, vous alerter. Certes, les congés d'été permettront à chacun de couper et de souffler. Cependant, certains d'entre nous attendront presque fin juillet pour connaître la réalité de leur rentrée, d'autres apprendront officiellement dans quelques heures que leur classe va fermer sans qu'aucune réelle défense de leur situation n'ait pu avoir lieu. En tant qu'organisations syndicales, nous sommes le tampon entre les agents et l'administration. Sans nous, les incompréhensions perdurent et s'ancrent, les consignes ne se diffusent pas largement et les choses n'évoluent que rarement dans le sens de nos élèves. Alors, l'Unsa Education, vous demande de profiter de ces congés d'été pour **envisager un dialogue social réel, apaisé et de qualité.**